



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

permis de conduire

Question écrite n° 2923

Texte de la question

M. Jacques Bobe attire l'attention de M. le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer sur l'utilité de l'apprentissage des gestes de premier secours par les futurs usagers de la route. Les délais constatés entre le moment où se produit un accident de la route, celui de l'arrivée des équipes de secours professionnelles et l'admission dans un établissement de soins, montrent que de nombreuses vies humaines, près du cinquième des décès par accident, pourraient être sauvées si les témoins conducteurs connaissaient les premiers gestes à exécuter en cas d'accident. Il semblerait donc particulièrement utile qu'un programme de secourisme adapté aux accidents routiers et dispensé par les organismes de secourisme agréés, soit inclus dans l'enseignement de la conduite automobile afin que les futurs conducteurs sachent quelle attitude adopter dans l'urgence et dans l'attente des secours officiels. Dans l'optique de renforcer la politique de lutte contre l'insécurité routière, il lui demande en conséquence s'il entend prendre des mesures pour mettre en oeuvre et rendre obligatoire un tel complément d'enseignement de la conduite automobile.

Texte de la réponse

La loi n° 2003-495 du 12 juin 2003 renforçant la lutte contre la violence routière a posé, en son article 16, le principe d'une sensibilisation aux notions élémentaires de premiers secours lors de la préparation au permis de conduire. Cette sensibilisation est déjà incluse dans les textes réglementaires en vigueur liés à l'enseignement de la conduite. En effet, le programme national de formation à la conduite et le livret d'apprentissage des apprentis conducteurs fixent très précisément les objectifs de formation liés à ce thème : savoir protéger les victimes d'un accident en balisant ou dégagant la chaussée, de jour comme de nuit, pour éviter le suraccident et les risques d'incendie, savoir qui alerter et comment, avoir des notions de secourisme routier. Celles-ci portent sur la nécessité de couvrir et reconforter les victimes par des paroles rassurantes et sur les gestes à ne pas faire, dans le respect du précepte « d'abord ne pas nuire », c'est-à-dire ne pas mettre en danger la vie des blessés ni causer de séquelles irréversibles par une intervention dangereuse ou imprudente. L'ensemble de ces notions fait l'objet de questions à l'épreuve théorique du permis de conduire. S'agissant d'une formation pratique aux premiers secours, celle-ci ne peut être prise en charge par les auto-écoles. En effet, selon une position constante des experts scientifiques en matière de secourisme, seule l'attestation de formation aux premiers secours (AFPS) constitue le socle indispensable et non réductible de toute formation aux premiers secours. Sa préparation ne peut être assurée que par des organismes publics habilités ou des associations spécialement agréées. Elle nécessite une formation d'une durée minimale de douze heures. Des lors, il ne s'agit plus d'une sensibilisation, surtout si on la rapporte au volume minimum obligatoire imposé par l'apprentissage pratique de la conduite (vingt heures). En revanche, une réflexion devrait s'engager avec les organisations représentant les écoles de conduite, et en liaison étroite avec les services compétents du ministère de l'intérieur, afin d'inciter les candidats au permis de conduire à suivre une formation au secourisme dispensée par un organisme habilité, pour appliquer à la fois la lettre et l'esprit des dispositions de la loi du 12 juin 2003.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Bobe](#)

Circonscription : Charente (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 2923

Rubrique : Sécurité routière

Ministère interrogé : équipement, transports et logement

Ministère attributaire : équipement

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 16 septembre 2002, page 3123

Réponse publiée le : 28 septembre 2004, page 7559